

Le prolétaire

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

**ORGANE MENSUEL
DU PARTI COMMUNISTE
INTERNATIONALISTE**
(Programme Communiste)

JANVIER 1965 — 3^{ème} Année — N° 17

Le numéro : 0,40 F — 4 F.B.

Abonnement annuel ... 4 F - 40 FB

Abonnement de soutien 10 F - 100 FB

"Le Prolétaire", B.P. n° 375 Marseille-Colbert
ou R.P. n° 24 Paris (19e)
C.C.P. 2202-22 Marseille

Dictature du prolétariat et parti unique

La revendication de la dictature du prolétariat est la position politique centrale du marxisme révolutionnaire. C'est elle qui distingue le communisme véritable de toutes ses fausses versions, et à plus forte raison des positions du P.C.F. qui tout en continuant à s'intituler "communiste" ne cesse plus d'implorer la bourgeoisie et ses amis "socialistes" de le considérer comme un parti non seulement vraiment démocratique, mais démocratique sans plus. Dans le numéro précédent de ce journal, nous avons par ailleurs établi qu'en abandonnant sa position selon laquelle "le parti unique serait une condition obligatoire du passage du capitalisme au socialisme" (Waldeck-Lucas, C.C. du P.C.F. du 8-11-64), le P.C.F. n'abandonnait pas un principe révolutionnaire (celui-là il l'a fait il y a plus de trente ans !), mais seulement son constitutionnalisme particulier, celui qui répondait le mieux aux formes de la contre-révolution en Russie et qui le "distinguaient" en tant que révisionnisme "communiste" du révisionnisme social-démocrate. Aujourd'hui il nous faut voir quel sont les rapports qui existent réellement entre dictature du prolétariat et parti unique.

Dans sa puissante polémique de 1917-1918 contre les socialistes pacifistes et démocrates (*L'Etat et la révolution, la Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*) sur cette question centrale de la dictature du prolétariat, Lénine va si bien au fond des choses qu'après lui, il ne reste plus rien à « ajouter ». Citant Marx, il rappelle comment il avait lui-même défini les caractéristiques propres de son socialisme scientifique :

« En ce qui me concerne, je n'ai ni le mérite d'avoir découvert l'existence des classes dans la société contemporaine, ni celui d'avoir découvert leur lutte entre elles. Ce que j'ai fait de nouveau (c'est nous qui soulignons N.d.R.), c'est d'avoir démontré : 1) que l'existence des classes ne se rattache qu'à certaines phases historiques du développement de la production ; 2) que la lutte des classes même nécessairement à la dictature du prolétariat (c'est encore nous qui soulignons, N.d.R.) ; 3) que cette dictature n'est elle-même que la transition à la suppression de toutes les classes et à la société sans classe » (K. Marx, Lettre à Weydemeyer du 5 mars 1852, citée par Lénine dans *L'Etat et la Révolution*.)

Les socialistes de la Seconde Internationale que Lénine combat alors affirmaient justement tout le contraire, sans cesser de

se prétendre "marxistes". Théoriquement, ils soutenaient que la lutte de classe ne devait pas conduire à la dictature du prolétariat, mais à l'élargissement de la démocratie. Pratiquement, ils faisaient tout leur possible (dès 1917, mais plus encore en 1918-19 et dans les années suivantes) pour que la lutte de classe n'aboutisse pas à la dictature du prolétariat, pour qu'elle reste confinée dans le cadre bourgeois de la démocratie politique, comme en Allemagne où ils parviendront à « marier » Soviétisme et Parlement au plus grand dam du prolétariat. A Lénine, il est facile de démontrer que refuser d'admettre que la lutte de classe doit aboutir à la dictature du prolétariat, c'est refuser à celui-ci de jamais mener son combat contre le Ca-

pital dans la position favorable d'une classe au pouvoir. Mais le condamner à ne jamais lutter que dans la position d'infériorité d'une classe dominée, à quoi cela revient-il, sinon à renoncer carrément au « passage du capitalisme au socialisme » ? Pareille argumentation, si elle était d'une vérité éclatante en 1917, le reste tout autant en 1964 : le temps ne fait rien à l'affaire. Il fut tout aussi facile à Lénine de montrer que les socialistes pacifistes sabotaient effectivement la Révolution prolétarienne de Russie, et si là il parle de faits politiques (constitution des Soviets, luttes acharnées entre Capital et Travail) qui ne se vérifient pas dans la réalité actuelle, le fond

(Suite en page 4)

POLITIQUE ET ACTION MILITAIRE

Les tâches fondamentales qu'ont à remplir toutes les forces politiques de la classe bourgeoise dominante, y compris bien entendu les Etats et les partis du faux communisme officiel, sont d'assurer la conservation de son régime social et d'empêcher la révolution, ce qu'elles font aussi bien par l'action politique que par l'action militaire qui en est inséparable. Tout acte politique — même les réformes — et toute action militaire des forces bourgeoises ont pour but unique de maintenir l'ordre en vigueur, de barrer la route à tout mouvement d'émancipation sociale et de faire obstacle à la formation et au développement du parti mondial du prolétariat, guide indispensable du mouvement révolutionnaire.

Si nous, révolutionnaires, nous suivons la politique des Etats bourgeois, c'est donc uniquement pour découvrir dans l'édifice de l'impérialisme mondial les lézards qui permettront demain au prolétariat

d'intervenir pour faire échec à tous les plans de l'arrogante et féroce bourgeoisie internationale.

C'est dans la politique de puissance des Etats que les contradictions du régime bourgeois se manifestent de la façon la plus évidente et la plus dramatique. Mais à la base de ces contradictions il n'y a rien d'autre que la structure économique et sociale du capitalisme, régime que la soif de profit fragmente en compartiments fermés, en intérêts nationaux luttant férociement les uns contre les autres. Il est donc inévitable que tous les Etats entretiennent des armées immenses et de puissantes flottes aéro-navales et qu'ils s'attachent à produire toutes les armes modernes les plus coûteuses. Voilà pourquoi la politique extérieure des Etats capitalistes de l'Est comme de l'Ouest se réduit dans la phase historique actuelle à une politique de force, c'est-à-dire, en définitive,

(Suite en page 2)

Le Pacifisme international devant le Congo

L'obscène présentation par la presse bourgeoise internationale de toutes nuances, de l'« exploit » des parachutistes belges qui, décollant de l'île de l'Ascension avec la complicité du gouvernement britannique, furent lâchés le 24 novembre au matin sur Stanleyville pour y écraser toute velléité d'indépendance au Congo, est bien digne du capitalisme pourrissant d'aujourd'hui.

Tout remontait à la surface : le racisme, l'hypocrisie des « civilisateurs » envers les « barbares », la suffisance des riches envers les pauvres, le tout assaisonné à la sauce de l'« Occident civilisé », U.S.A. en tête, cet Occident qui hurlait hier contre Tshombé et qui le couvre aujourd'hui de fleurs et de bénédictions, chacun menant par ailleurs son propre jeu, telle la France de De Gaulle quand elle fait un croc en jambe à la Belgique de Spaak. Et par là-dessus, les platoniques déclarations de « solidarité » avec les « rebelles » venant de Moscou, de Pékin et... du P.C.F.

La lâcheté des chefs des Etats africains soi-disant indépendants forme un digne pendant à tout cela. La protestation de l'empereur d'Ethiopie, du roi du Maroc et des divers présidents du Ghana ou de la Tunisie, de l'Algérie ou de l'Egypte, ne peut et ne pourra masquer la crudité des faits.

Ceux-ci enseignent une fois de plus que, tout comme il a pu massacrer hier Lumumba à l'enseigne des Nations Unies, l'impérialisme peut aujourd'hui massacrer les lumumbistes de Stanleyville, « malgré » les platoniques protestations du Négus, de Nasser, Bourguiba et Ben Bella. Les faits enseignent que, tout comme le gouvernement raciste de l'Afrique du Sud peut enfermer les prolétaires noirs dans les camps de concentration « mal-

gré » les protestations du Pape et de la reine d'Angleterre, l'impérialisme peut massacrer impunément en Angola et au Cameroun, « malgré » les commissions d'enquête de l'O.N.U.

Le Cameroun et l'Angola sont situés au Nord-Ouest et au Sud-Est du Congo. Toute cette immense région est une même poudrière. Qu'ont fait, que font les gouvernements soi-disant indépendants d'Afrique pour venir en aide aux insurgés de ces régions ? De quoi sont capables les dirigeants du Kenya, du Soudan (pays voisins de la région de Stanleyville), de l'Algérie et de l'Egypte ?

A quoi a servi l'« héroïque » décision du gouvernement égyptien d'interdire l'aérodrome du Caire à l'avion de Tshombé au moment que Tshombé peut impunément massacrer les lumumbistes congolais avec l'aide de la Belgique et de l'Angleterre ?

On ne peut tirer qu'une seule conclusion du fait que les gouvernements d'Etats africains soi-disant indépendants accueillent post-festum l'intervention anglo-belge au Congo par une platonique protestation : le continent africain n'est pas en fait indépendant ; l'impérialisme a balkanisé l'Afrique, comme il a balkanisé le Congo, pour mieux la dominer.

*

La justification avancée par le gouvernement belge et le social-démocrate Spaak selon laquelle les parachutistes belges sont intervenus pour sauver les otages blancs n'a rien de nouveau dans son infamie. Ce qui est nouveau, et encore plus infamie, c'est l'argumentation par laquelle le gouvernement russe et la presse soi-disant communiste soutiennent leur « protestation », à savoir qu'il serait faux que les lumumbistes de Stanleyville aient

été disposés à liquider les otages blancs.

Aux uns et aux autres, nous pouvons répondre par la voix de Marx qui, le 30 mai 1871, au nom du Conseil Général de l'Association Internationale des Travailleurs, jeta au visage de la bourgeoisie européenne exultant au massacre des Communards parisiens, les paroles suivantes :

« Mais l'exécution par la Commune des soixante-quatre otages, archevêque de Paris en tête ! La bourgeoisie et son armée en juin 1848 avaient rétabli une coutume qui avait depuis longtemps disparu de la pratique de la guerre, l'exécution des prisonniers désarmés. Cette coutume brutale a depuis été plus ou moins suivie lors de la répression de tous les soulèvements populaires en Europe et aux Indes, ce qui prouve qu'elle constitue un « progrès de la civilisation » ! D'autre part, les Prussiens, en France, avaient rétabli l'usage de prendre des otages, gens innocents qui avaient à répondre au prix de leur vie des actes des autres. Quand Thiers, comme nous l'avons vu, dès le début même du conflit, établit la pratique humaine d'abattre les communards prisonniers, la Commune, pour protéger leur vie, fut dans l'obligation de recourir à la pratique des Prussiens de prendre des otages. Les otages avaient déjà mille et mille fois mérité la mort du fait des exécutions continuelles de prisonniers du côté des Versaillais. Comment leur vie eût-elle pu être épargnée plus longtemps, après le carnage par lequel les prétoriens de Mac-Mahon avaient célébré leur entrée dans Paris ? La dernière garantie contre la férocité sans scrupules des gouvernements bourgeois — la prise des otages — devait-elle elle-même n'être qu'un faux-semblant ? »

Depuis le temps où Marx écri-

vait cela, la « civilisation » bourgeoise a indubitablement accompli de nouveau « progrès ». Non seulement l'habitude de fusiller les prisonniers a été adoptée au cours de la seconde guerre impérialiste par tous les belligérants, anglais comme russes, américains comme allemands, mais le massacre aveugle a été étendu à toute la population civile et la civilisation bourgeoise a défendu ses « valeurs sacrées » en bombardant et en atomisant des millions de femmes et d'enfants.

Et après tout cela les impérialistes anglais et belges se voilent la face d'horreur devant cinquante otages fusillés par les lumumbistes de Stanleyville, tandis que les dirigeants du Kremlin et leurs acolytes en appellent à la piraterie internationale de l'O.N.U. et justifient les insurgés congolais en affirmant qu'ils n'avaient pas l'intention de tuer les otages !

Personne n'a le droit de se prononcer sur les intentions des lumumbistes congolais, ni Kossyguine, ni Spaak, ni l'O.N.U. ; personne si ce n'est eux-mêmes. Quant au reste, eh bien Messieurs, au Congo la guerre fait rage depuis quatre ans ; depuis quatre ans au moins au Congo, les mercenaires de l'impérialisme belge et du gouvernement fantoche de Tshombé assassinent des otages et des prisonniers, des militaires et des civils, des femmes et des enfants. L'armée lumumbiste avait parfaitement le droit, pour parler un instant ce langage, d'appliquer les mesures adoptées par ses ennemis !

Avec Karl Marx, près d'un siècle après la Commune de Paris, nous demandons : « La dernière garantie contre la férocité sans scrupules des gouvernements bourgeois — la prise des otages — devait-elle elle-même n'être qu'un faux-semblant ? »

POLITIQUE ET ACTION MILITAIRE

(Suite de la première page)

à une politique militaire. Entre l'économie d'une part, les faits politiques et militaires de l'autre, il existe une influence réciproque : une économie plus puissante permet de mieux s'armer et, vice-versa, une position politiquement et militairement forte permet de s'assurer des objectifs économiques plus ambitieux ; c'est pourquoi tous les Etats s'efforcent (avec ou sans alliances militaires) d'entrer en possession des armes les plus efficaces. L'exemple de la Chine arriérée aussi bien que celui de l'Allemagne avancée sont caractéristiques à cet égard.

Ce sont les Etats-Unis, actuellement en plein "boom" économique, qui régissent pratiquement toutes les relations internationales. Leur flotte, composée d'énormes porte-avions, de navires de surface et de sous-marins équipés de fusées Polaris sillonnent aujourd'hui toutes les mers du monde, tandis que dans le monde entier leurs escadres aériennes effectuent à grand bruit des manœuvres continues de transports de troupes. C'est pourquoi même les enfants savent que l'Amérique constitue le gendarme n° 1 du capitalisme mondial. Comme le prouve le rapport entre son budget militaire d'une part et son budget civil ou son « revenu national » de l'autre, la militarisation de son économie est très avancée ; s'il est vrai que la guerre est faite pour permettre au Capital de survivre, il est tout aussi vrai que le Capital vit en fonction de la guerre, une période relativement longue de "paix" ne pouvant pas ne pas provoquer une certaine asphyxie de l'économie mondiale. Le monstre capitaliste

fait alors entendre de terribles rugissements, comme ce fut le cas lors des crises militaires de Corée, de Suez, du Congo, de Cuba, de Chypre, du Viet Nam, etc. Chaque fois l'arbitre et le principal protagoniste du conflit a été la démocratie Américaine. Mais, bien entendu, elle n'est jamais intervenue pour sauver quelque chose de "précieux" et "d'élevé" comme la "civilisation" en général, ou une de ses valeurs fondamentales : indépendance des peuples, liberté et dignité de la personne humaine, etc., etc.

De même, dans le Sud-Est asiatique comme en Afrique ou en Amérique latine, les Etats-Unis n'interviennent — cela va sans dire — que pour rétablir l'ordre et la paix, pour aider les pays pauvres et sous-développés et pour protéger les faibles ! C'est dans ce but unique qu'ils s'insinuent dans chaque crise, établissent partout des bases militaires, envoient partout des "observateurs", des généraux, des soldats, des armes et des munitions ! En réalité — c'est cela qui va sans dire ! — c'est la nécessité d'exploiter directement les ressources de ces pays, ou de contrôler leur économie ou même simplement d'assurer le maintien de l'influence américaine dans un but purement stratégique qui oblige le monstrueux impérialisme américain à être présent et actif dans toutes les parties du monde.

Seuls des journalistes, qu'ils soient de l'Ouest ou de l'Est, peuvent croire que la victoire de Johnson aux élections présidentielles signifie le triomphe de la « volonté de paix » de l'Amérique, parce qu'ils croient (ou du moins veulent faire croire !) au mensonge démocratique de tout électoralisme. Du point de vue marxiste, c'est tout le contraire qui est vrai : le parti qui l'emporte dans la bataille électorale est celui à qui, au moment considéré, la bourgeoisie confie la direction de l'Etat parce qu'elle a placé en lui toute sa confiance. Aux U.S.A., celui qui devait l'emporter n'était pas celui qui, comme Goldwater, prodiguait les menaces, mais celui qui, comme Johnson multipliait les promesses de paix. Il n'empêche que même pendant sa campagne électorale, Johnson a su également démontrer qu'il savait employer la force au Viet-Nam aussi bien que tout autre pacifiste à la Kennedy, et c'est ce qui a décidé de sa victoire.

Après que l'impérialisme français — leur allié et leur débiteur — eut cédé à la pression du mouvement de libération nationale dirigé par le Viet-Minh (Ligue pour l'unification du Viet-Nam), les Etats-Unis mirent leurs griffes sur le Sud-Est asiatique. Leur aide militaire à la France s'étant montrée vaine, ils étaient obligés d'intervenir directement et à la Conférence de Genève de 1954, ils obtinrent ce beau résultat qu'Ho Chi-Minh et la Chine eux-mêmes acceptèrent la division du territoire vietnamien en deux Etats séparés par le 17^e parallèle. Depuis, la tragédie du peuple vietnamien qui durait depuis sept ans ne devait plus connaître de fin et le Viet-Nam est aujourd'hui une gigantesque épine

dans le corps de l'impérialisme américain. Le président Diem est tombé parce que les Américains l'avaient rendu tout à fait impopulaire, mais après sa chute les crises de gouvernement n'ont cessé de se succéder ; de son côté, la guérilla ne connaissait aucune trêve, provoquant les représailles énergiques et bien connues de la flotte américaine dans le golfe du Tonkin. Tous les gouvernements fantômes du Sud-Vietnam n'ont d'autre fonction que de fournir une apparence de légalité aux interventions militaires des Etats-Unis auxquels ils n'adressent des "demandes d'aide" que sur la suggestion des ambassadeurs américains, Cabot Lodge hier, Taylor aujourd'hui. Ainsi, c'est en exploitant une fois de plus le mot d'ordre de "liberté" que les Etats-Unis et leur démocratique président Johnson reprennent le fameux "principe d'intervention" qui fut celui de la Sainte Alliance contre les mouvements libéraux et nationaux des peuples européens.

Quelle signification peut bien avoir et a en effet le fait qu'aujourd'hui, au Viet-Nam, les forces démocratiques-révolutionnaires se voient barrer la route non par des forces militaires au service d'un régime social arriéré, mais par des armées qui dépendent au contraire de la démocratie historiquement la plus avancée ? N'est-ce pas là le signe que le régime capitaliste est désormais entré dans sa phase finale, qu'il est en somme un cadavre qui marche ? Face à l'action infatigable des partisans vietnamiens, les Américains n'ont pu adopter que la "solution militaire" pour éviter d'être jetés à la mer. De toutes façons il y a longtemps que de toute part on suggère avec insistance aux Etats-Unis de "changer de tactique". De Gaulle par exemple (surtout depuis la reconnaissance de la Chine de Mao) est parmi les principaux détracteurs de la "solution politique". Dans l'espoir de voir la France reprendre pied d'une façon ou d'une autre sur les territoires dont elle avait été expulsée avec l'aide des Etats-Unis, il se pose en interlocuteur des Grands auxquels il affecte de vouloir apprendre (tardive sagesse !) les tristes expériences que la France a faites avec la solution militaire en Indochine même et en Algérie. Jusqu'à présent l'Amérique a fait la sourde oreille. Elle ne juge pas que la solution politique, c'est-à-dire le compromis et l'accord avec les forces qui contrôlent le mouvement de libération et d'unification nationales, soit déjà mûre et convienne aujourd'hui. D'autre part la question n'est plus aussi simple que lorsqu'il s'agissait pour la France de s'entendre avec le F.L.N. algérien : derrière Ho Chi-Minh, il y a Mao Tsé-Toung, c'est-à-dire toute une série d'autres grands problèmes à débrouiller. La solution politique au Viet Nam comporterait donc un véritable tournant de la politique américaine dans le monde entier.

Il n'y a pas lieu de croire pourtant que les Etats-Unis rejettent à priori la solution politique. La raison d'Etat ne permet à personne un tel luxe : comme de coutume, c'est seulement une question d'opportunité. Dès que le marchandage politique sera possible et avantageux, les dirigeants américains n'auront certainement aucun scrupule à l'ouvrir. Il semble que ces derniers temps les partisans américains d'un changement de tactique se fassent plus insistants. Nous verrons ce qui en résultera, mais ce qui nous importe ici d'affirmer est que même si le tournant avait lieu, la situation de ces peuples affaiblis du Sud-Est asiatique ne changerait pas et que d'une façon ou d'une autre les Etats-Unis continueraient à exercer leur contrôle sur tout ce secteur du monde. Les formes changeraient, mais le contenu resterait le même : ils continueraient à gouverner, non plus à l'aide de la contrainte, mais avec l'assentiment du peuple qui aujourd'hui les hait profondément. Par conséquent notre thèse que le capitalisme ne peut offrir aux masses travailleuses du monde entier que deux possibilités : ou la répression militaire ou la politique contre-révolutionnaire, reste pleinement valable.

Les mangeurs d'acier

Chaque mois apporte maintenant de nouveaux symptômes de la maturation de la future crise économique mondiale de surproduction. Ainsi, dans « Le Monde » du 3 décembre, une page entière de publicité très argumentée consacrée par la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier à l'éloge de l'acier sonne comme un signal d'alarme. Sous le titre « les nouveaux emplois de l'acier lui ouvrent des débouchés presque illimités » (le presque est tout un programme), nous apprenons que la C.E.C.A. a réuni en congrès à Luxembourg « plus de mille savants, architectes, ingénieurs, industriels, venus de vingt-cinq pays », bref, une véritable petite Internationale de dévoueurs d'acier.

Pourquoi ? Pour « étudier les moyens d'une relance de la consommation ». En effet, « si la sidérurgie européenne a connu après la guerre une longue période pendant laquelle tous ses efforts eurent pour but de satisfaire une demande rapidement croissante, au cours des dernières années, les capacités de production ont, dans la Communauté comme dans le monde entier, rejoint et à certains moments dépassé la demande ».

Quelques chiffres : « En 7 ans, de 1958 à 1965, la capacité de production mondiale aura doublé, passant de 274 à 540 millions de tonnes. En dix ans, l'excédent exportable est ainsi passé de 33 à quelque 120 millions de tonnes, exerçant sur le marché une pression permanente que ressentent plus particulièrement les exportateurs traditionnels, dont les six (l'excédent exportable représente plus du triple des exportations effectives) ».

En avant donc vers la recherche de débouchés, « d'utilisations nouvelles de l'acier » ! Et, devant la baisse de la consommation de l'industrie automobile, l'on nous propose des « voies saute-mouton en acier », des « portions amovibles d'autoroutes », la généralisation des « glissières de sécurité » et

des barrières anti-éblouissantes à la sortie des tunnels » (?).

On pourra faire aussi « des ponts préfabriqués et des passerelles métalliques pour piétons ». Mais on pourra encore construire des maisons presque entièrement en acier (armatures, murs, toits, planchers, escaliers, équipements sanitaires, fenêtres, huisseries) et aussi des gymnases, des piscines, des écoles.

Et le ciment, qu'est-ce qu'on en fera ? Pas de réponse, que celle-ci : « Responsable du progrès de l'économie sidérurgique des six, la Haute Autorité n'a sans doute pas à favoriser l'acier aux dépens d'autres produits, mais il est de son rôle de faire en sorte qu'il soit à la fois le mieux produit et le mieux utilisé ». Ote-toi de là que je m'y mette, tel est toujours le dernier mot de la philosophie bourgeoise !

Eh bien ! nous marxistes, parions pour l'acier parce que le rythme de la rotation du capital est dans ce secteur plus rapide que dans les autres ; c'est le secteur de pointe de l'accumulation du capital. Mais nous ne partageons pas du tout l'optimisme de nos sidérurgistes, ni en ce qui touche la « mieux-être » que nous procurera une civilisation du tout-en-acier, ni en ce qui concerne la possibilité de trouver à l'acier des débouchés « presque illimités ».

Nous savons au contraire qu'une telle folie d'accumulation ne peut aboutir qu'au résultat bien connu de tout observateur sérieux du « progrès » capitaliste : à la crise périodique de surproduction. Dans les conditions modernes de la production, cette crise ne peut être que mondiale et l'humanité n'y pourra trouver de solution qu'à l'échelle mondiale. Ou par la guerre mondiale qui n'est que la solution bourgeoise de la crise (comme la seconde guerre mondiale a été la « solution » de la crise de 1929-1932), ou par la révolution mondiale du prolétariat, seule capable de mettre un terme définitif à cette course à l'acier qui n'est qu'une course forcée à la crise et à la guerre.

Souscription Permanente SOLDE 1964 LISTE N° 8

Jacques, 5 ; François, 10 ; Truc, 10 ; Alice, 10 ; Thouri, 2 ; Michel, 7 ; Michel P., 5 ; Julio, 5 ; Claude, 5 ; Daniel, 5 ; Jacques, 11 ; Claude, 2 ; Daniel, 5 ; Jacques, II, 5 ; Claude, 2 ; Ernest, 4 ; Roland, 10 ; un contact de Thouri, 2 ; Eugénie, 10 ; Réunion Marseille du 26-11-64, 15,60 ; Laurent, soutien, 10 ; Réunion Marseille du 6-11-64, 20 ; Vive le Proletaire, 10 ; Réunion Aix, 23,52 ; Merde à la Démocratie, 2,75 ; Christian et l'Altitude, 15,00 ; Jacques, futur Strasbourg, 100 ; un retraité des P.T.T., 10 ; Vive le Proletaire, 10 ; Souscription Réunion publique d'Aix, 20 ; Soutien Jean-Louis, 8 ; Soutien Dinan, 6 ; Soutien Vitry-sur-Seine, 8 ; Soutien José, 10 ; Abolition du commerce, organisation du travail, suppression des privilèges, 12 ; Christian, 1,10 ; Russo, 2 ; Suzanne, 2 ; François, 1 ; Lucien, 1 ; Robespierre, 1 ; Gérard, 1 ; Roseline, 1,20 ; Serge, 1 ; Roger, 1 ; Mario, 10 ; Cecchino, 5 ; Jean M., 3 ; Soutien Montélimar, 20.

Total liste 8 : 586,17 F.

Total précédent : 4.844,79 F.

Total général : 5.430,96 F.

Ce que disait Thorez...

« Les progrès de la démocratie à travers le monde permettent d'envisager d'autres chemins que celui suivi par les communistes russes. De toute façon, ce chemin est nécessairement différent pour chaque pays. Nous avons toujours pensé et déclaré que le peuple de

France, riche de ses glorieuses traditions, trouverait lui-même sa voie vers plus de démocratie, de progrès, de justice sociale. »

(Déclaration de Thorez au "Times" en 1946 ; reproduite par "L'Humanité" du 5-10-64).

...et ce que disait Lénine

« Pendant les premiers mois qui suivirent la conquête du pouvoir par le prolétariat en Russie (25-10-7-11-1917) il pouvait sembler que les différences énormes existant entre ce pays arriéré et les pays avancés de l'Europe occidentale feraient que dans ces derniers la révolution du prolétariat ressemblerait peu à la nôtre. Aujourd'hui nous sommes déjà en présence d'une expérience internationale appréciable qui atteste explicitement que certains traits essentiels de notre révolution ont une portée non point locale, non point particulièrement natio-

nale, mais internationale. Et je ne parle pas ici de portée internationale, en ce sens qu'elle exerce une action sur tous les pays. C'est dans le sens plus étroit du mot, c'est-à-dire en entendant par portée internationale, la valeur internationale, ou la répétition historique inévitable, à l'échelle internationale, de ce qui s'est passé chez nous que cette portée peut être attribuée à certains traits essentiels de notre révolution. »

(Lénine. La maladie infantile du communisme. Editions en langues étrangères ; Moscou).

La franchise

Au cours du récent débat à l'Assemblée nationale sur le Ve Plan, Defferre a déclaré textuellement : « Un équilibre satisfaisant de la consommation individuelle et de l'équipement collectif exigera une croissance contrôlée des revenus. Ce n'est pas votre politique qui permettra de l'obtenir. Présentée par un gouvernement qui ne jouit pas de la confiance des salariés, elle exige d'eux des engagements sans contrepartie. (...) Toute politique d'expansion dans la stabilité repose sur une discipline des revenus. Cette discipline, une politique qui n'a pas la confiance des groupes sociaux les plus nombreux de la nation ne peut la garantir ».

Voilà qui est clair ! Quelle est la différence entre les gaullistes et la Gauche ? C'est tout simple : la Gauche « jouit de la confiance des salariés », ce qui lui permet de leur faire accepter la "discipline" que la politique gaulliste ne peut "garantir" !

★

Les "communistes", de leur côté, ne manquent pas une occasion d'expliquer qu'aujourd'hui il ne saurait être question de révolution, de dictature du prolétariat et autres horribles épouvantails. Ils expliquent patiemment qu'il ne faut surtout pas s'effrayer de leur nom de "communistes" (comme dirait Defferre, il leur donne la confiance des salariés) et qu'au contraire ils savent rendre des services éminents dans tous les moments difficiles de l'histoire nationale (de Gaulle qui s'y connaît rendait justice il y a peu de temps, aux mérites patriotiques de Thorez). Une citation suffira : « Les communistes ont donné des preuves éclatantes de leur esprit unitaire, se refusant à toute surenchère gauchiste, qu'il s'agisse de leur attitude à l'égard de cer-

tains grèves en 1936 ("Il faut savoir terminer une grève") ou de la dissolution des milices patriotiques en 1945, pour s'en tenir à ces deux exemples » (René Andrieu - "Humanité" du 26-12-63).

Quel beau duo ! Defferre se fait fort d'assurer la "discipline" productive de la classe ouvrière, le P. C. F., lui, offre ses services pour les cas urgents : saboter une grève, désarmer les ouvriers. Quelle belle unité cela promet !

A bas les plans

(Suite de la page 3)

seurs nations. Dans quelle mesure serons-nous capables de faire face à ces exigences accrues ? La démocratie va-t-elle céder la place à la technocratie ? Pour faire mentir une telle prophétie... il faut que nous remplissions notre mission : savoir choisir, décider et rester fidèles aux engagements que nous avons pris par nos votes. On nous propose des choix, des moyens d'action. Nous allons les approuver... Devant les importantes décisions à prendre nous devons avoir le courage de la vérité et de l'action ».

C'est juste. Le parlement ne survivra que s'il remplit sa mission qui est de se subordonner aux exigences du capitalisme. Il n'en a pas d'autre. Les démocrates mentent en insinuant le contraire, en opposant un gouvernement démocratique au gouvernement des monopoles. Le seul dilemme c'est : dictature de la bourgeoisie ou dictature du prolétariat ! Planification capitaliste ou abolition du salariat ! Merci à l'ennemi de classe de le suggérer lui-même si clairement !

A bas les plans économiques du capital !

L'ANTICAPITALISME MARXISTE

L'anticapitalisme propre au marxisme révolutionnaire répond à une réalité qui, à l'époque impérialiste, ne peut plus passer inaperçue de personne, mais que conservateurs et réformistes font autant qu'ils peuvent : la gestion capitaliste des ressources de la société et de l'espace est résolument anti-sociale et anti-naturelle et c'est pourquoi elle doit faire place à une gestion sociale qui obéira à des objectifs radicalement opposés à ceux du profit d'entreprise et de la grandeur nationale qui sont l'ultime secret de toutes les variétés de planification bourgeoise.

Que la bourgeoisie soit anti-sociale cela apparaît déjà dans le fait qu'elle ne vit que de l'exploitation du travail salarié. A ce titre, elle n'est pourtant ni plus ni moins anti-sociale que les classes dominantes du passé qui partagent avec elle cette caractéristique de classes exploiteuses. Or elle l'est certainement bien davantage et dans l'exacte mesure où elle a transformé le travail parcellaire en travail social, d'abord en associant les travailleurs dans des entreprises toujours plus vastes, ensuite en poussant toujours plus loin la division du travail au sein de cette association forcée et finalement en y introduisant un machinisme de plus en plus perfectionné. L'affirmation peut sembler paradoxale : n'est-ce pas là en effet la définition même du progrès ? Et n'est-ce pas le mérite de la bourgeoisie de l'avoir introduit ? En effet ! C'est la définition même du progrès capitaliste. Et le mérite de la bourgeoisie, en l'introduisant, a été de créer par là les conditions économiques et sociales de la révolution communiste. La bourgeoisie est anti-sociale bien qu'elle ait radicalement socialisé la production parce que les buts de la bourgeoisie ne sont pas des buts sociaux, mais des buts privés de classe ou, en d'autres termes, parce que le produit du travail des prolétaires n'est nullement un produit social, mais une somme de produits privés appartenant à des entreprises familiales, des sociétés anonymes, à l'Etat — à tout ce qu'on voudra, mais certainement pas à la société qui n'existe d'ailleurs pas comme totalité, mais seulement comme conglomérat d'intérêts opposés et en lutte perpétuelle les uns avec les autres. C'est ce que Marx résumait en disant : "le capitalisme produit des marchandises, non des valeurs d'usage ; il ne poursuit pas la satisfaction des besoins humains, mais la réalisation d'une plus-value, d'un profit".

Que la bourgeoisie soit la classe la plus anti-sociale de l'histoire, c'est l'histoire elle-même qui le

prouve : aucune société avant la sienne n'a connu pareilles crises ni pareilles guerres. Aucune n'a engendré pareilles menaces pour l'espèce que celles que constitue la séparation croissante de l'homme et de la nature (l'opposition croissante des villes et de la campagne) dans la "civilisation" moderne et, bien entendu, l'accumulation des armes terrifiantes produites par la technique avancée d'aujourd'hui. Pourquoi cela ? Tout simplement parce qu'en socialisant le travail sans socialiser le produit du travail (chose impossible sans l'abolition du capital) elle a créé une contradiction totalement inconnue des sociétés précédentes où, si l'appropriation était privée, la production l'était également.

Le capitalisme, lui, augmente démesurément la productivité sociale, mais uniquement parce que c'est le moyen le plus sûr d'augmenter aussi la plus-value et le profit. Mais si la nécessité d'augmenter la productivité (et donc le volume du produit) existe donc pour le capital indépendamment des besoins sociaux solvables de produits, rien n'empêche évidemment que la production n'entre en contradiction avec le marché, que le caractère social du travail n'entre en contradiction avec le caractère privé de l'appropriation. Tout au contraire. La tendance à augmenter à l'infini la production entre nécessairement en conflit à un moment donné avec la tendance opposée du marché empêché, lui, de s'étendre à l'infini par l'infériorité économique dans laquelle le Capital maintient fatalement les prolétaires, même quand il est en expansion et que la consommation croît absolument. De là dérivent les crises capitalistes, l'économie de guerre capitaliste et finalement les guerres capitalistes elles-mêmes qui sont autant de conséquences de l'anarchie productive du capitalisme. Or, l'anarchie productive n'a pas d'autre raison d'être que la division de la société en Bourgeois et Prolétaires et donc les exigences de l'extraction et de la réalisation de la plus-value et du profit. Tant que cette division subsiste, les buts économiques sont fatalement ceux-là. Tant qu'elle subsiste, il n'existe donc aucune possibilité de rationaliser la production, c'est-à-dire d'assigner comme objectif à l'ensemble des activités sociales la satisfaction des besoins sociaux, et non pas l'expansion pour l'expansion.

C'est pourquoi, nous, communistes, nous rejetons toutes les variétés de planification capitaliste possibles et luttons pour la révolution sociale.

"SOCIALISME" DE LA BOURGEOISIE PLANIFIANTE :

Bien entendu, la bourgeoisie résiste de toutes ses forces à la révolution qui se prépare dans son mode de production anti-social. révolution que tous les partis démocratiques et pacifistes honnissent dans ses aspects politiques et qualifient d'utopie dans ses aspects économiques et sociaux. Seulement la bourgeoisie ne peut pas ne pas souhaiter que l'anarchie productive ne soit autant que possible disciplinée ; la croissance et la concentration spontanées des moyens de production ne peuvent pas non plus aller sans un gonflement et un renforcement de l'Etat. Ainsi, sont créées les conditions subjectives et objectives de la planification étatique sur la base des rapports capitalistes de production, c'est-à-dire sur la base du salariat et du profit. Pourtant cette planification capitaliste passe généralement pour une sorte de concession au socialisme prolétarien.

Notre époque restera dans l'histoire comme la plus ignoble : c'est parce qu'elle aura cru à ce mensonge. Le mensonge de la part de la classe exploiteuse, consiste à se faire passer pour un gérant loyal des intérêts de l'ensemble de la société, bien pis, comme l'incarnation même de l'intérêt social bien compris. La bêtise des partis petits-bourgeois ou pseudo-ouvriers est de le croire plus ou moins, leur infamie est de le faire croire même quand ils en doutent eux-mêmes.

Les débats qui ont eu lieu en novembre à l'occasion de « l'approbation des grandes orientations du V^e Plan par l'Assemblée nationale » sont révélateurs à cet égard. Les trois chapitres les plus discutés de ce Plan ne sont pas par hasard : l'expansion - l'aménagement du territoire - la politique des revenus. Que tendent-ils en effet à suggérer ? Qu'aucune loi économique, despotique, extérieure aux intérêts sociaux réels, indépendante de toute volonté gouvernementale, ne dicte ni le taux d'accroissement de la production — ni la répartition de la population et des activités à l'intérieur du pays — ni enfin la "part" des différentes classes à ce que l'on appelle le "revenu national" alors que dans le capitalisme le produit du travail est propriété privée. Cela équivaut évidemment à suggérer que l'Etat capitaliste peut agir dans l'intérêt collectif et non point dans l'intérêt exclusif de la bourgeoisie ; en d'autres termes, que le règne de la bourgeoisie n'est pas incompatible avec une administration rationnelle des ressources naturelles et sociales. Partis bourgeois et partis pseudo-ouvriers ont le même intérêt à faire croire cela aux opprimés. Mais si les partis bourgeois sont là pour mystifier le prolétariat, ils sont surtout là pour gouverner des intérêts réels. Les partis pseudo-ouvriers, non. Voilà pourquoi la réalité leur importe beaucoup moins, et le résultat est qu'ils mentent beaucoup plus

L'EXPANSION

En termes marxistes, elle résulte de l'accroissement et du réinvestissement du profit capitaliste. L'importance de cette expansion est donc fonction de deux choses : premièrement, de la quantité de profit extorqué aux prolétaires ; deuxièmement, de la fraction de ce profit qui est destinée à l'élargissement de la production plutôt qu'au gaspillage privé des bourgeois. Plus cette dernière est grande, plus le nombre des prolétaires que le capital se soumet l'est aussi. Demander une expansion plus rapide, c'est donc demander soit l'intensification de l'exploitation des prolétaires, soit l'accroissement du prolétariat, chose possible seulement par la prolétarianisation des petits producteurs ruinés, et en particulier des paysans. Or qui donc se plaint que le « taux d'expansion arrêté par le gouvernement » soit trop faible ? Précisément les partis de gauche qui, d'une part, prétendent qu'ils sont pour l'amélioration des salaires et des conditions de travail des prolétaires et qui, d'autre part, répandent des pleurs sur la ruine de la petite propriété paysanne et sur l'exode rural ! Et que répond le parti bourgeois par la bouche du ministre Giscard d'Estaing ?

L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

La répartition de la population sur le territoire national (et d'ailleurs international) en économie capitaliste résulte des lois qui régissent celle-ci. Tout d'abord, les campagnes se dépeuplent en faveur des villes. L'exode rural est alimenté soit par les petits propriétaires ruinés du fait de la concurrence de la grande agriculture capitaliste, nationale ou étrangère, soit par les ouvriers agricoles que les machines évincent. La seconde caractéristique du peuplement de type capitaliste, c'est la concentration des industries et donc de la main-d'œuvre dans les zones qui offrent en abondance les matières premières, l'énergie ou les forces de travail, pour des raisons évidentes de réduction des prix de revient, énormes quand ces trois éléments de la production se trouvent loin du lieu où elle s'effectue. Pour ne parler que de la France, le résultat, c'est le contraste entre le "désert humain" de l'Ouest et du Centre et les entassements monstrueux des régions parisienne et lyonnaise, du Nord et de l'Est — entre la Lozère et la Lorraine, pour faire un exemple frappant. Seule une société qui aura cessé de penser en termes de valeur et d'échange et qui donc ne se préoccupera pas de comprimer les "frais de production", seule une société communiste, donc, pourra liquider un pareil contraste à l'échelle non seulement nationale mais internationale. Cela les partis de gauche semblent incapables de le comprendre. Ils se gardent bien en tous cas de le dire, mais le parti bourgeois parlant par la bouche de M. Debré, ancien Premier ministre, se montre beaucoup plus lucide : « L'aménagement du territoire est une œuvre d'au moins cinquante ans. Sans doute une priorité doit-elle être accordée aux points où se posent des problèmes urgents, la région parisienne, les départements d'outre-mer, notamment. Mais il faut avoir le courage de dire que les zones de haute compétitivité internationale doivent, dans l'intérêt même de la nation tout entière, le demeurer. Comme je l'ai dit en Lozère (N. de R. : ce n'était pas manquer de

« L'établissement du taux de 5 % a résulté de calculs très minutieux. Si l'on voulait aller plus loin en maintenant la stabilité, il faudrait pratiquer une politique économique sévère, dure. Or il faut être conscient des limites humaines, sociales » (discours du 28 novembre 1964 à l'Assemblée nationale).

Les taux d'accroissement ne dépendent pas du libre choix des gouvernements, mais de lois objectives : ils sont élevés pour les capitalismes jeunes, bas pour les vieux, que les guerres impérialistes, il est vrai, rajeunissent, la remontée des taux d'expansion étant finalement le véritable but des destructions. Cela M. Giscard d'Estaing ne l'a pas dit, et l'Etat bourgeois n'a aucun intérêt à le confesser car il doit faire croire à sa « liberté d'intervention ». Ce que M. Giscard d'Estaing a par contre avoué assez clairement, c'est que l'expansion était en raison directe de l'exploitation du travail, quand il a parlé de sa « limite humaine et sociale ». Les partis de gauche qui réclament une expansion plus rapide semblent au contraire l'ignorer. L'ironie est qu'il faille un ministre capitaliste pour le leur "apprendre" !

culot !) la sidérurgie lorraine est une sidérurgie nationale. En ce qui concerne le vide français au sud de la Loire et à l'Ouest, il faudra procéder par étapes, car ce n'est pas en vingt-cinq ans qu'on réanimera des régions progressivement désertées depuis plus d'un siècle » (discours du 27 novembre 1964 à l'Assemblée nationale).

A la bonne heure ! M. Debré a le courage d'avouer qu'un plan d'aménagement est impuissant à renverser une tendance qui est plus que séculaire précisément parce qu'elle est régie par les lois mêmes du capitalisme. Il a le courage d'avouer que les produits industriels français doivent être compétitifs sur le marché international, dans l'intérêt de toute la classe capitaliste française, sinon dans celui de toute la nation (n'est-ce pas, paysans de Lozère ?) alors que la "déconcentration" de l'industrie qu'il faudrait réaliser pour supprimer les contrastes entre zones arriérées et zones sur-développées aurait pour effet certain d'en augmenter les prix. Bref M. Debré a le courage d'avouer que le plan d'aménagement "n'amènera" finalement que le triangle industriel, qu'il laissera croupir les "culs de sac économiques", ce qui revient à ne rien aménager du tout. Dans son genre, M. Debré est donc mille fois moins anti-marxiste que nos bons socialistes et communistes nationaux, ardents aménageurs du territoire en même temps que défenseurs de la petite entreprise et de la petite propriété auxquels il porte, en tant que tels, ce beau coup qui mérite d'être rappelé : « les concentrations industrielles ? Il faut être logique : on ne peut pas, le dimanche, réclamer des faveurs pour les petites entreprises et l'artisanat et, en semaine, venir parler ici des grandes concentrations ». Il n'y a en effet aucun sens à vouloir aménager le territoire si on refuse en même temps d'abolir la cause même des déséquilibres démographiques : le contraste entre grande et petite production et le drainage de la force de travail par les grandes concentrations capitalistes.

LA POLITIQUE DES REVENUS

Toujours par la bouche de M. Debré, le parti bourgeois affirme : « Le succès du V^e Plan sera jugé au taux élevé des investissements et à la répartition équitable du revenu ». Mais qu'est-ce que la "répartition équitable" du revenu au point de vue capitaliste ? 1° Une bonne "rémunération" du capital sans quoi le taux des investissements tomberait ; 2° une certaine "progression des salaires" dont, nous dit M. Debré, "l'Etat... ne peut pas se désintéresser" ; 3° la réduction de la "part exagérée du revenu national" prélevée, selon lui, par "un certain secteur" qui semble bien être la petite paysan-

nerie produisant à des prix trop élevés. En d'autres termes, la fameuse "politique des revenus" répond à la division de la société en classes antagoniques, elle est enfermée dans les limites du mode bourgeois de production : la nature du gouvernement ne peut rien y changer quoi qu'en pensent socialistes et communistes de pacotille (discours de Defferre et Waldeck-Rochet le 28 novembre à l'Assemblée nationale). Les classes que la réponse de M. Debré amène à considérer sont la bourgeoisie capitaliste, la classe salariée et la petite-bourgeoisie paysanne. Mais la rémunération du capital et le

salaires sont nécessairement en rapport inverse l'un de l'autre : la "nature du gouvernement" ne fait rien à l'affaire. Nos démocrates socialistes ont oublié Marx s'ils l'ont jamais connu : « Lorsque le capital s'accroît rapidement le salaire peut augmenter, mais le profit du capital s'accroît incomparablement plus vite... Dire : l'ouvrier a intérêt à un accroissement rapide du capital, cela signifie seulement : plus l'ouvrier augmente rapidement la richesse d'autrui, plus les miettes du festin qu'il recueille sont substantielles ». La plus "équitable" politique des revenus ne nous fera jamais sortir de ces limites misérables. Elle ne pourra jamais modifier la nature du salaire qui n'est pas une part du revenu national, mais le prix de la marchandise force de travail, et qui n'a donc pas tendance à s'accroître du même pas que la production, mais au contraire à diminuer à mesure que cette marchandise se dévalorise, du fait de l'abaissement continu de la qualification demandée à l'ouvrier moderne.

Reste la petite-bourgeoisie paysanne qui, du fait du protectionnisme, a pu longtemps persister dans son archaïsme technique, produisant à des prix élevés ("non compétitifs" !) parce que sa productivité était faible. C'est ainsi qu'on peut bien dire, en effet, qu'elle a longtemps "prélevé" une part exagérée du revenu national", bien que, de son point de vue, cette part soit naturellement insuffisante. A son égard deux politiques de l'Etat capitaliste sont théoriquement possibles : ou bien il la protège et la classe ouvrière paye cher les denrées alimentaires ; ou bien il accélère par tous les moyens légaux sa liquidation, ainsi que le développement d'une agriculture capitaliste, et alors le pouvoir d'achat ouvrier augmente sans que la grande bourgeoisie voie ses profits diminuer, par le seul jeu de la baisse des produits agricoles. En d'autres termes, la "politique des revenus" ne vise nullement à atténuer les antagonismes sociaux ; elle détermine seulement si ce seront les petits producteurs ruraux ou les salariés urbains qui feront les frais de la bonne rémunération du Capital ! Les gaullistes ont "choisi" de faire payer les ruraux pour ne pas accabler à l'excès les salariés au risque de remous sociaux. Les socialo-communistes qui défendent la petite propriété et du même coup les hauts prix agricoles "choisissent" de faire payer... les salariés urbains. O ironie !

Le communisme n'aura pas à pratiquer une « politique des revenus » : il révolutionnera le mode de production en abolissant le capital et le salariat et donc le principal antagonisme social ; il abolira en même temps les antagonismes secondaires en intégrant progressivement la paysannerie dans un plan commun de travail et de répartition non mercantile des produits !

DICTATURE DE LA BOURGEOISIE OU DICTATURE DU PROLETARIAT

Tout le monde — bourgeois, petit-bourgeois et ouvriers non-révolutionnaires — croit aujourd'hui fermement aux vertus sociales de la planification capitaliste. Les petits bourgeois et les pseudo-socialistes ou communistes font, il est vrai, une restriction : il la faudrait démocratique, c'est-à-dire déterminée par une majorité parlementaire qui ne soit pas celle des représentants du grand capital. Là encore, la palme du réalisme revient à ces représentants alors que leurs adversaires parlementaires ou bien font une effroyable confusion, ou bien mentent sciemment. Ecoutez encore M. Debré :

« On parle beaucoup du crépuscule des parlements. Ce crépuscule on peut l'éviter si l'on se rend bien compte de la tâche qui attend le législateur dans la seconde moitié du vingtième siècle. Nous en sommes à voter les orientations d'un plan de cinq ans. Nos prospectives s'étendront sans doute ensuite à des périodes de dix ou quinze ans puis engloberont peut-être plu-

(Suite en page 2).

Dictature du prolétariat et parti unique

(Suite de la première page)

de sa polémique reste pour nous capital. Dans la forme que leur donnait le centriste allemand Kautsky, la position des socialistes démocratiques était la suivante :

« L'organisation soviétique est un des phénomènes les plus importants de notre époque. Elle promet d'acquiescer une importance primordiale dans les grandes batailles décisives à venir entre le capital et le travail. Mais sommes-nous en droit de demander davantage aux Soviets ? Les bolchéviks oui (...) ont entrepris après la dissolution de l'Assemblée constituante de faire du Soviet jusqu'alors organisation de combat d'une seule classe, une organisation d'Etat (...) ont anéanti la démocratie que le peuple russe avait conquise par la révolution de février. »

(K. Kautsky, La Révolution prolétarienne, cité par Lénine dans La Révolution prolétarienne et le Renégat Kautsky, octobre-novembre 1917).

La réplique de Lénine, quoi qu'elle s'appuie sur des « faits d'époque » que tous les misérables renégats d'aujourd'hui voudraient bien oublier, éclaire admirablement la fameuse question du « parti unique » aussi mal posée par les staliniens d'hier que par les faux socialistes de 1917 :

« Les Soviets englobent tous les travailleurs salariés. Contre le capital financier, les anciennes méthodes de lutte économique et politique du prolétariat sont insuffisantes. Ce n'est pas seulement en Russie que les Soviets sont appelés à jouer un rôle immense. Ils joueront un rôle décisif dans les grandes batailles décisives entre le capital et le travail en Europe. Ainsi parle Kautsky. Fort bien. « Les batailles décisives entre le capital et le travail » ne décident-elles pas la question de savoir laquelle de ces deux classes s'emparera du pouvoir de l'Etat ? (C'est nous qui soulignons — N.d.R.) Pas du tout ! Jamais de la vie ! Dans les batailles « décisives », les associations qui englobent tous les ouvriers salariés ne doivent pas devenir une organisation d'Etat » (ici Lénine emprunte la voix du distingué Kautsky, et c'est lui qui souligne). Et qu'est-ce que l'Etat ? L'Etat n'est autre chose qu'une machine d'oppression d'une classe par une autre. Ainsi, la classe opprimée... doit aspirer aux « batailles décisives entre le capital et le travail », « mais elle ne doit pas toucher » (c'est encore Lénine qui souligne !) « à la machine dont le capital se sert pour opprimer le travail ! — Elle ne doit pas briser cette machine ! — Elle ne doit pas mettre en œuvre son organisation universelle pour écraser les exploités » (même remarque).

Bravo, bravissimo, M. Kautsky ! « Nous » reconnaissons la lutte de classe comme la reconnaissance tous les libéraux, c'est-à-dire sans le renversement de la bourgeoisie ! (Lénine, La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky).

C'est limpide : les communistes du temps de Lénine ne posaient pas une stupide question de... formes constitutionnelles (!), mais une question de substance :

1° La lutte de classe du prolétariat tend-elle oui ou non à la conquête du pouvoir politique par le seul prolétariat ?

2° Les organisations prolétariennes de masse nées de la révolution doivent-elles oui ou non se constituer en appareil d'Etat au lieu de se soumettre à l'appareil traditionnel de l'Etat bourgeois, parlementaire et bureaucratique ?

3° Le prolétariat doit-il ou non briser cet Etat, c'est-à-dire renverser ou non la domination bourgeoise ?

En deux mots : le prolétariat doit-il ou non faire sa révolution politique pour pouvoir aborder les tâches de sa révolu-

tion sociale ? A toutes ces questions qui se résument en une seule, Lénine et les communistes répondaient : oui ! parce qu'ils restaient fidèles au marxisme. Délégés des abstractions commodes où ils tentaient de s'embusquer, contraints de descendre sur le terrain de la lutte réelle, les socialistes répondaient cyniquement : Non ! Aujourd'hui, aucune lutte décisive du prolétariat n'oblige plus nos « communistes » à se démasquer, et s'ils ne sont pas mis dans l'embarras de devoir dire non ! à une révolution réelle, ce n'est pas qu'ils soient moins contre-révolutionnaires que les socialistes fustigés par Lénine : c'est seulement que cette révolution continue à se faire attendre. Mais dès le moment où ils affirment que le passage du capitalisme au socialisme se fera par des voies parlementaires et nationales... et que les armes modernes excluent toute possibilité de révolution violente, ils répondent clairement non ! à toutes les questions de Lénine, ils se déclarent des ennemis ouverts du programme communiste, ils repoussent par avance toute révolution future comme ils ont combattu hier toute lutte de classe au sens propre. Ils ont donc raison de protester auprès de la bourgeoisie et de nos S.F.I.O. ou P.S.U., lointains descendants super-dégénérés des Kautsky, qu'ils sont un parti démocratique et rien de plus. Nous, nous traduisons à la Lénine : vous êtes rien de moins que les pires ennemis de la révolution prolétarienne et partant, du socialisme !

-:-

Comment la lutte acharnée entre les partisans et les ennemis de la révolution au sein du mouvement ouvrier qui aboutit à la scission entre communistes et socialistes pacifiques et démocratiques et à la fondation de la III^e Internationale a-t-elle pu se dégrader ensuite en un insipide débat pour savoir si la démocratie (et le socialisme de surcroît) était compatible avec le « régime du parti unique » ou si la « pluralité des partis » était « indispensable » ? C'est tout simple.

Pas plus qu'aucune révolution du passé ni de l'avenir, la révolution soviétique ne pouvait manquer de porter au pouvoir des partis (au début, ce furent les bolchéviks et les socialistes-révolutionnaires de gauche). Notons en passant, bien que cela ne soit pas la question qui nous intéresse ici, que ce résultat de la lutte de classe ne plut pas du tout aux anarchistes, « apolitiques par principe ». Par ailleurs, après coup et à la réflexion, bien des anti-staliniens qui ne se réclamaient pourtant pas du vieux Bakounine en arrivèrent à penser que les choses n'auraient pas dû se passer ainsi, qu'il aurait bien dû y avoir dictature des soviets, mais pas gouvernement de parti, et surtout pas gouvernement dictatorial des seuls bolchéviks. Mais une « critique » de la contre-révolution russe et un « programme » d'avenir consistant à dire comment, « selon nous », la lutte de classe aurait dû et devrait se dérouler pour qu'il n'y ait jamais d'ennui n'est qu'une curiosité pittoresque sur laquelle il n'y a pas lieu de s'attarder, même si pratiquement elle a eu des effets désastreux. Si les révolutions portent des partis au pouvoir, c'est qu'elles ne peuvent se passer d'un programme défini ; or il se trouve que les partis se distinguent précisément de toutes les autres organisations qu'une classe peut se donner par le fait qu'ils possèdent un tel programme. Maintenant si c'est justement le parti bolchévik (et, momentanément les socialistes révolutionnaires de gauche) qui a été porté au pouvoir par la révolution soviétique, c'est que les révolutions triomphantes n'ont pas coutume de charger leurs pires ennemis (en Russie, les menchéviks) de les diriger. Avant d'être une question de principe, c'est une sim-

ple question de fait, les principes marxistes n'étant d'ailleurs jamais qu'une codification des réalités de la lutte révolutionnaire en normes d'action, tandis que les « principes » abstraits du démocratisme ne sont là que pour dissimuler ces réalités.

Si les socialistes de la Seconde Internationale avaient pu et surtout voulu traduire en clair les véritables intérêts de classe qu'ils défendaient, ils auraient combattu le pouvoir soviétique et le parti bolchévik au nom de la Bourgeoisie capitaliste et des classes petites bourgeois et en tant que dictature du prolétariat. Dans ce cas, ils auraient perdu toute audience dans la classe ouvrière. Cela n'a malheureusement pas été le cas, car s'ils ont en effet combattu les Soviets et le parti bolchévik, c'est au nom de la Démocratie en général et en tant que « régime de parti unique ». Il leur fallait bien être des contre-révolutionnaires, mais des contre-révolutionnaires pour des raisons « supérieures », « idéales » et non pas des souteneurs lâches et apeurés de la bourgeoisie et de son Etat : le meilleur moyen de parvenir à cette fin n'était-il pas de ne pas s'attaquer à la Révolution en tant que telle, tout en défendant les principes constitutionnels sacrés de la Démocratie ?

C'est un fait que si, formellement, le parti communiste hissé au pouvoir par la Révolution ne fut pas renversé par une restauration ouverte, il cessa peu à peu d'être un parti communiste

et, en premier lieu, parce qu'il devint un parti national.

Non seulement il ne fut pas renversé, mais après la révolution et après l'exclusion et le massacre de sa gauche internationaliste (Trotsky) c'est par lui que s'exprimèrent et s'affirmèrent les intérêts de toutes les classes non prolétariennes d'U.R.S.S. La nécessité de créer de nouveaux partis ne se fit donc nullement sentir et c'est pourquoi la « démocratie de tout le peuple » dont Kautsky regrettait en son temps qu'elle ait été remplacée par une « dictature du prolétariat » et qui, depuis, avait peu à peu ressuscité de ses cendres à mesure que le parti dirigeant cessait davantage d'être véritablement communiste, c'est pourquoi, donc, cette démocratie ne prit pas la forme d'un retour à la concurrence électorale de partis multiples. Ayant enterré le programme révolutionnaire et la critique marxiste de la démocratie bourgeoise, les « staliniens » revendiquèrent d'autant plus énergiquement le « régime du parti unique » qu'il pouvait faire croire à une continuité à l'égard de la phase révolutionnaire. Ravis et rassurés de voir que la terrible dictature prolétarienne avait fait place à un vulgaire pouvoir populaire et national d'idéologie démocratique, les socialistes n'en continuèrent pas moins contre les « staliniens » leur polémique, tout comme si, aux temps de Lénine, ils avaient voulu empêcher non pas une révolution prolétarienne, mais l'affirmation d'une forme constitutionnelle qui leur aurait déplié au même titre que celle du fascisme, pour l'unique raison qu'elle mettait fin à toute concurrence électorale. Dou-

ble mystification, misérable dégradation de la véritable lutte de classe que s'étaient livrée communistes et démocrates à teinture socialiste dans les glorieuses années 1917-19 !

L'épilogue de cette évolution lamentable, nous l'avons aujourd'hui quand nos « communistes » à la Waideck-Rochet viennent dire à leurs compères socialistes : « nous ne considérons plus que le parti unique soit une condition obligatoire au passage du capitalisme au socialisme », faisant tomber le dernier « obstacle » à la réconciliation universelle de tous ces renégats. Qu'est-ce que cela signifie ? Il y a déjà longtemps que ces « communistes-là » ne considéraient plus la Révolution et la destruction de l'Etat bourgeois comme une « condition obligatoire » du passage au socialisme. Maintenant, en outre, ils ne considèrent même plus comme une « condition obligatoire » du passage au socialisme que la majorité parlementaire à obtenir soit une majorité purement « communiste ». Somme toute, une coalition socialo-communiste fait tout aussi bien l'affaire. Face à cette marche à reculons du P.C.F. dans les bras de la vieille social-démocratie pourrie, il y a une seule réponse qui n'a rien de « constitutionnel » :

A bas la théorie du passage pacifique et parlementaire au socialisme !

A bas les coalitions électorales de tous les renégats du marxisme !

Vive le parti unique de la révolution sociale et de la dictature du prolétariat !

LA REFORME DE L'ENSEIGNEMENT

Nous reproduisons ci-dessous le texte d'un tract diffusé par nos camarades éti liants :

Le plan Fouchet a pour but d'adapter l'Université aux besoins de l'économie capitaliste française en voie d'expansion : il s'agit de se procurer en quantités suffisantes les cadres moyens et supérieurs dont la production et l'Etat ont besoin dans des conditions d'apprentissage telles que leur rémunération future soit la moins élevée possible. Les partis « de gauche » (PCF, PSU, SFIO, etc...) et les organisations universitaires (U.N.E.F., U.E.C., Fédération des Etudiants Nationalistes, Fédération de l'Éducation Nationale, etc...) se dressent contre ce réalisme cynique de la bourgeoisie au nom de « valeurs éternelles » (Culture, Démocratie, Civilisation occidentale, etc...) ou des besoins d'une société idéalisée, alors qu'en fait ils défendent les intérêts des couches moyennes que le Capital écrase mais qui ne peuvent se passer de lui.

ECONOMIE ET CULTURE

L'économie actuelle repose sur l'exploitation du travail salarié dont le bénéficiaire est la classe disposant des moyens de production, la Bourgeoisie. Mais en disposant des moyens de la production matérielle, elle dispose aussi des moyens de la production intellectuelle : cela signifie que non seulement les idées dominantes correspondent aux rapports bourgeois de production, mais que la Culture ne peut être que le monopole d'une minorité sociale dans un régime fondé sur l'aliénation des travailleurs. C'est pourquoi nous, communistes internationalistes, dénonçons son caractère de classe au lieu de la revendiquer comme un patrimoine social et

c'est pourquoi aussi nous ne nous étonnons nullement que la bourgeoisie en restreigne la diffusion à des couches peu nombreuses, en dépit des promesses formelles du démocratisme. Tant que la Bourgeoisie dominera économiquement, elle maintiendra aussi sa domination sur l'enseignement et la culture ; la seule revendication réaliste est donc : renversement de la domination bourgeoise et non : démocratisation de l'enseignement.

L'U.N.E.F. et l'U.E.C.

Les positions prises par l'U.N.E.F. et l'U.E.C. prouvent qu'elles croient à l'existence d'une « culture en soi », c'est-à-dire qu'elles ignorent ou veulent ignorer l'existence des antagonismes qui déchirent la société. Comme Fouchet, elles veulent « adapter l'enseignement aux besoins de la société actuelle » : or cela revient à réclamer une meilleure formation des producteurs et des serviteurs de la bourgeoisie et donc la continuation du régime capitaliste. L'U.N.E.F. le fait au nom de la « démocratisation de l'enseignement », qui a une apparence de « revendication sociale » ; mais peut-on imaginer revendication sociale plus mesquine que celle-ci : « que personne ne soit empêché par son origine sociale de devenir un bourgeois ! »

Le seul véritable problème social est celui de l'abolition du salariat. Les positions de l'U.N.E.F. n'expriment que la conception égoïste et fautive de tous ceux qui n'aspirent qu'à la conquête de positions privilégiées au sein de l'ordre social en vigueur !

NOS POSITIONS

L'aliénation de la classe salariée n'est pas due à son manque de culture, mais aux exi-

gences de la production du profit et à la division sociale du travail qu'elle impose. Nous ne revendiquons pas son accès à la culture bourgeoise, mais l'abolition des rapports capitalistes de production. Nous ne demandons pas le perfectionnement de l'exploitation dont elle est victime, seul but de la « réforme de l'enseignement » invoquée par tous. Au contraire, nous faisons une critique radicale de la culture bourgeoise en montrant qu'elle ne vise qu'à dissimuler les réalités sordides de la civilisation bourgeoise.

Le but de notre Parti est de s'opposer aux systèmes d'éducation de la bourgeoisie et de former des jeunes intellectuellement libérés de toute forme de préjugé, décidés à travailler à la transformation des bases économiques de la société et prêts à sacrifier dans l'action révolutionnaire tout intérêt individuel. A la culture bourgeoise, il importe d'opposer une véritable culture révolutionnaire, arme intellectuelle indispensable à la destruction de la société bourgeoise et de l'Etat qui la protège. Cette « culture » - là, l'Université bourgeoise fera tout son possible pour l'empêcher de se répandre. C'est au Parti du prolétariat de la diffuser, et notre rôle à nous, intellectuels, si nous ne voulons pas être les vils complices de l'oppression de classe, est de militer dans ses rangs.

Directeur - Gérant
F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO - IMP. »
3 et 5 boulevard Desplaces
M A R S E I L L E (X^{ème})

Dépôt légal 28794, déc. 63, Paris
Distribué par les N.M.P.P.